

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)**

ACCORD DU 30 JUIN 2010

RELATIF À L'ABONDEMENT ET À LA PRIME DES SALARIÉS AU CHÔMAGE

NOR : ASET1051254M

IDCC : 1702

PRÉAMBULE

Le décret du 27 mars 2009 a institué une prime exceptionnelle de 500 € pour des salariés privés d'emploi qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier du régime d'assurance chômage.

Cette prime est accordée aux salariés remplissant certaines conditions, notamment celle d'avoir perdu involontairement leur emploi entre le 1^{er} avril 2009 et le 31 mars 2010. Les bénéficiaires, ayant 6 mois pour en faire la demande auprès de Pôle emploi, ce dispositif continue à produire des effets jusqu'au 30 septembre 2010.

Dans le cadre du contrat d'avenir du 22 décembre 2009, la profession s'est engagée à ce que cette prime exceptionnelle fasse l'objet d'un abonde-ment de 250 € par les employeurs de travaux publics de manière à porter son montant à 750 €.

Le présent accord a pour but de mettre en œuvre les dispositions de l'article 4 de l'accord du 22 décembre 2009 instituant le contrat d'avenir.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord national est applicable en France métropolitaine, Corse comprise, à l'exclusion des Dom-Tom. Il concerne l'ensemble des

employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992.

Article 2

Bénéficiaires

A. – Abondement

Un abondement est attribué aux salariés ayant perdu involontairement leur emploi avant le 31 mars 2010 et bénéficiant de la prime de 500 € versée par Pôle emploi à partir du 1^{er} août 2010.

B. – Prime

Pour les salariés ayant perdu involontairement leur emploi à partir du 1^{er} août 2010 et qui ne peuvent bénéficier de la prime instaurée par le décret, une prime de 500 € leur est accordée s'ils remplissent les conditions énoncées aux articles 1 et 2 du décret précité (exception faite de la condition tenant à la période d'ouverture du droit).

Article 3

Montant de l'abondement et de la prime

Le montant de l'abondement prévu à l'article 2 A du présent accord est fixé à 250 € pour les salariés bénéficiant de la prime de 500 €.

Le montant de la prime prévu à l'article 2 B du présent accord est de 500 €.

Article 4

Versement de la prime

Cette prime est versée par l'employeur sur justification du salarié en une seule fois, lors de la rupture du contrat de travail.

L'employeur informe le salarié de la mesure fixée par le présent accord.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 2010.

Article 6

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée de 5 mois.

Il fera l'objet d'un réexamen dans le cadre du bilan d'étape annuel prévu à l'article 10 de l'accord du 22 décembre 2009 instituant le contrat d'avenir.

Article 7

Force obligatoire du présent accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter des clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 8

Dépôt

Le présent accord national sera déposé auprès de la direction des relations du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, en application de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 30 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNTP ;

FNSCOP.

Syndicats des salariés :

FNCB CFDT ;

BATIMAT-TP CFTC ;

BTP CFE-CGC ;

BTP CGT-FO.

